

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

23 FEVRIER 1989

### PROPOSITION DE LOI

**portant encouragement à la souscription ou à l'achat par les pensionnés et prépensionnés d'actions ou parts représentatives d'une fraction du capital social de sociétés belges**

(Déposée par M. Verhofstadt)

### DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le régime de l'épargne-pension, instauré par l'article 5 de l'arrêté royal du 22 décembre 1986 et d'application depuis l'exercice d'imposition 1987, n'est pas accessible aux personnes qui ont atteint l'âge de 65 ans.

Nos entreprises se voient ainsi privées d'un apport important de capitaux à risques que cette catégorie de la population pourrait leur assurer.

La conjoncture économique favorable que nous connaissons actuellement ne peut en effet nous faire oublier qu'il faut veiller sans relâche au maintien de la compétitivité de nos entreprises et qu'il ne faut négliger aucun élément qui puisse y contribuer.

Aussi l'objectif de la présente proposition de loi est-il de réinstaurer, en faveur des pensionnés et des prépensionnés, le régime bien connu instauré par les arrêts royaux n°s 15 du 9 mars 1982 et 150 du 30 dé-

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

23 FEBRUARI 1989

### WETSVOORSTEL

**houdende aanmoediging van de gepensioneerden en bruggepensioneerden tot inschrijving op of aanschaffing van aandelen die een fractie van het maatschappelijk kapitaal van Belgische vennootschappen vertegenwoordigen**

(Ingediend door de heer Verhofstadt)

### TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het stelsel van pensioensparen, ingevoerd bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 december 1986 en van toepassing vanaf het aanslagjaar 1987, staat niet open voor de personen die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

Aldus blijven onze ondernemingen verstoken van een belangrijke bijdrage in risicodragend kapitaal welke door deze categorie van de bevolking zou kunnen worden aangebracht.

Ondanks de huidige gunstige economische conjunctuur moet immers blijvend gezorgd worden voor het behoud van de competitiviteit van onze ondernemingen en mag hierbij geen enkel element dat hiertoe kan bijdragen, verwaarloosd worden.

Dit wetsvoorstel wil dan ook het gekende stelsel van de koninklijke besluiten n°s 15 van 9 maart 1982 en 150 van 30 december 1982 terug invoeren voor de gepensioneerden en de bruggepensioneerden en geeft

cembre 1982 et de leur permettre de déduire de l'ensemble de leurs revenus imposables les sommes qu'ils auront consacrées au cours des années 1989 à 1993 :

— à la souscription et à la libération d'actions ou parts émises à l'occasion de la constitution ou d'une augmentation du capital de sociétés belges;

— à l'achat d'actions ou parts de sociétés belges cotées en bourse ou sur le marché secondaire, ou d'actions ou parts acquises à l'occasion d'une vente publique organisée par une des commissions de la bourse du Royaume;

— à l'achat de certificats de fonds communs de placement belges qui étaient déjà agréés avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982 et qui prolongent leur engagement d'affecter leurs actifs du 1<sup>er</sup> janvier 1991 au 31 décembre 1998.

Le montant déductible est limité à 40 000 F par période imposable et est, le cas échéant, augmenté de 40 000 F pour le conjoint.

Ces plafonds correspondent aux montants déductibles dans le cadre de l'épargne-pension et du régime « Monory-bis », montants dont nous proposons de supprimer la réduction temporaire dans une proposition de loi distincte.

Les conditions relatives à la conservation des titres (5 ans), les formalités à accomplir pour obtenir et conserver le bénéfice de la déduction, ainsi que les règles régissant la cession, le remplacement du prix de cession et l'imposition éventuelle en cas de non-remplacement de ce prix ont été maintenues telles qu'elles avaient été fixées pour les titres qui ont été acquis au cours des années 1982 à 1985 sous le régime des arrêtés royaux n°s 15 et 150.

L'incidence budgétaire de la présente proposition sera minime, étant donné :

- qu'il s'agit d'une mesure temporaire;
- que le nombre des contribuables concernés est restreint et que ces contribuables sont, en général, soumis à des taux d'imposition peu élevés;
- que l'on peut s'attendre à ce que cette mesure ait des retombées positives non négligeables, puisqu'elle permettra à des entreprises d'effectuer des investissements nouveaux et, à terme, de créer des emplois.

hun de mogelijkheid van het totaal van hun belastbare inkomsten de sommen af te trekken die zij tijdens de jaren 1989 tot en met 1993 hebben besteed voor :

— de inschrijving op en de volstorting van aandelen uitgegeven bij de oprichting of kapitaalverhoging van Belgische vennootschappen;

— de aanschaffing van aandelen van Belgische vennootschappen die ter beurs of op de tweede markt zijn genoteerd of die zijn aangeschaft ter gelegenheid van een openbare verkoop ingericht door een beurscommissie van het Rijk;

— de aanschaffing van certificaten van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen die reeds voor de invoering van het koninklijk besluit n° 15 van 9 maart 1982 werden erkend en die hun vroegere beleggingsverbintenis tot gebruik van hun activa verlengen van 1 januari 1991 tot 31 december 1998.

Het aftrekbaar bedrag wordt per belastbaar tijdperk beperkt tot 40 000 frank, desgevallend verhoogd met 40 000 frank voor de echtgenoot.

Deze grensbedragen zijn afgestemd op de aftrekbare bedragen inzake pensioensparen en het zogenaamde « Monory-bis »-stelsel, waarvoor, bij afzonderlijk voorstel, de opheffing van de tijdelijke verlaging van de aftrekbare bedragen wordt voorgesteld.

De voorwaarden van behoud (vijf jaar) van de effecten, de te vervullen formaliteiten om de aftrek te bekomen en te behouden, de overdracht, de wederbeleffing van de overdrachtprijs en de eventuele belasting in geval die prijs niet wordt wederbeleefd, zijn ongewijzigd behouden zoals dat het geval was voor de effecten die tijdens de jaren 1982 tot en met 1985 onder het stelsel van de voornoemde koninklijke besluiten n°s 15 en 150 werden aangeschaft.

De budgettaire weerslag van dit voorstel is weinig belangrijk omdat :

— het een tijdelijke maatregel is;

— de betrokken categorie belastingplichtigen beperkt is en doorgaans aan lage belastingvoeten onderworpen zijn;

— er een belangrijk terugverdieneffect mag verwacht worden vanwege de ondernemingen die via deze maatregel tot nieuwe investeringen en, op termijn, tot aanvullende tewerkstelling zullen overgaan.

G. VERHOFSTADT

## PROPOSITION DE LOI

---

### Article unique

§ 1<sup>er</sup>. Pour les exercices d'imposition 1990 à 1994, les contribuables assujettis à l'impôt des personnes physiques et qui soit sont âgés de 65 ans ou plus au 31 décembre de la période imposable, soit ont été pen-

## WETSVOORSTEL

---

### Enig artikel

§ 1. Voor de aanslagjaren 1990 tot 1994 mogen de aan de personenbelasting onderworpen belastingplichtigen die hetzij 65 jaar of ouder zijn op 31 december van het belastbaar tijdperk, hetzij voor die leeftijd op

sionnés ou prépensionnés avant cet âge, peuvent déduire de l'ensemble de leurs revenus net des différentes catégories visées à l'article 6 du Code des impôts sur les revenus, les sommes qu'ils ont consacrées au cours de la période imposable à l'achat ou à la souscription et à la libération en numéraire :

1° d'actions ou parts représentatives d'une fraction du capital social de sociétés, associations, établissements ou organismes visés aux articles 98, 100 et 102 du même Code, ainsi que de droits ou bons de souscription ou d'attribution attachés à de telles actions ou parts;

2° de certificats de fonds communs de placement belges régis par la loi du 27 mars 1957, qui ont été agréés par le Ministre des Finances conformément à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982, modifié par l'arrêté royal n° 150 du 30 décembre 1982 et par l'article 78 de la loi de redressement, et qui, pour ces fonds, s'engagent à employer leurs actifs jusqu'au 31 décembre 1996 conformément à ce même article 4, § 3.

§ 2. Les actions ou parts visées au § 1<sup>er</sup>, 1°, ne comprennent pas les actions ou parts non cotées en bourse, émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 1989, sauf s'il ne s'agit d'action ou parts acquises à l'occasion d'une vente publique organisée par une des Commissions de la bourse du Royaume.

§ 3. La déduction prévue au § 1<sup>er</sup> est limitée à 40 000 F par période imposable. Elle est accordée à chaque conjoint, que celui-ci bénéficie ou non de revenus imposables, pour autant qu'il réunisse personnellement les conditions énoncées audit § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Lorsque des titres acquis au cours d'une des années 1989 à 1993 sont cédés au cours de l'année de leur acquisition, aucune déduction n'est accordée en raison de cette acquisition si le prix de cession n'est pas remployé au cours de la même année en titres visés au § 1<sup>er</sup>.

§ 5. En cas de cession, dans les cinq ans de leur acquisition, de titres en raison desquels la déduction prévue au § 1<sup>er</sup> a été opérée, le revenu imposable de l'année de la cession est majoré, au titre de revenus divers imposables globalement, d'un montant égal à autant de fois un soixantième du prix d'acquisition de ces titres qu'il reste de mois entiers à courir jusqu'à l'expiration du délai de cinq ans.

Cette disposition n'est pas applicable si :

a) le prix de cession est remployé dans les trois mois en titre visés au § 1<sup>er</sup>;

b) la cession résulte du décès du contribuable ou est effectuée à titre gratuit à un successible en ligne directe; dans cette dernière éventualité, les dispositions du premier alinéa sont applicables aux nouveaux détenteurs des titres pour la période restant à courir.

§ 6. Les contribuables qui revendent la déduction prévue au § 1<sup>er</sup> sont tenus de produire les pièces justificatives de l'acquisition, de la conservation ou du

pension of op brugpensioen zijn gesteld, van hun gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen bedoelde categorieën, de bedragen aftrekken die zij gedurende het belastbaar tijdperk hebben besteed aan de aanschaffing van of aan de inschrijving op en de volstorting in geld van :

1° aandelen die een fractie vertegenwoordigen van het maatschappelijk kapitaal van vennootschappen, verenigingen, inrichtingen of instellingen als bedoeld bij de artikelen 98, 100 en 102 van hetzelfde Wetboek, en aan die aandelen gehechte inschrijvings- of toeschrijvingsrechten of -bons;

2° certificaten van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen geregeld door de wet van 27 maart 1957 die door de Minister van Financiën zijn erkend overeenkomstig artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr 15 van 9 maart 1982, gewijzigd bij koninklijk besluit nr 150 van 30 december 1982 en bij artikel 78 van de herstelwet en voor die fondsen de verbintenis aangaan hun activa tot 31 december 1996 te gebruiken overeenkomstig datzelfde artikel 4, § 3.

§ 2. De in § 1, 1°, bedoelde aandelen omvatten niet de nietterbeurs genoteerde aandelen uitgegeven voor 1 januari 1989, tenzij het gaat om aandelen aangeschaft ter gelegenheid van een openbare verkoop ingericht door een beurscommissie van het Rijk.

§ 3. De in § 1 bedoelde aftrek is beperkt tot 40 000 frank per belastbaar tijdperk. De aftrek wordt aan iedere echtgenoot toegestaan, ongeacht of hij al dan niet belastbare inkomsten heeft, voor zover hij persoonlijk aan de in § 1 opgesomde voorwaarden voldoet.

§ 4. Wanneer tijdens een van de jaren 1989 tot 1993 aangeschafte effecten worden overgedragen in de loop van het jaar waarin ze zijn aangeschaft, wordt voor de aanschaffing geen aftrek verleend indien de overdrachtprijs niet in de loop van datzelfde jaar wordt wederbelegd in effecten als bedoeld in § 1.

§ 5. In geval van overdracht, binnen vijf jaar na de aanschaffing, van effecten waarvoor de in § 1 bedoelde aftrek is verricht, wordt het belastbaar inkomen van het jaar waarin die overdracht plaatsgreep verhoogd met een bedrag aan gezamenlijk belastbare diverse inkomsten dat gelijk is aan zoveel mal een zestigste van de aanschaffingsprijs van die effecten, als er nog volle maanden te lopen blijven tot het einde van de termijn van vijf jaar.

Die bepaling is niet van toepassing indien :

a) de overdrachtprijs binnen de drie maand wordt wederbelegd in effecten als bedoeld in § 1;

b) de overdracht te wijten is aan het overlijden van de belastingplichtige of gebeurt om niet aan een erfgerechtigde in rechte lijn; alsdan zijn de bepalingen van het eerste lid voor de overblijvende termijn van toepassing op de nieuwe bezitters van de effecten.

§ 6. De belastingplichtigen die aanspraak maken op de in § 1 bedoelde aftrek moeten de bewijsstukken van de aanschaffing, van het behoud of van de weder-

remplacement des titres à l'appui de leur déclaration aux impôts sur les revenus pour la période imposable pour laquelle la déduction est opérée et pour les cinq périodes imposables suivantes.

Dans les cas visés au § 5, deuxième alinéa, cette obligation incombe aux nouveaux détenteurs des titres.

Le Roi détermine les conditions auxquelles ces pièces justificatives doivent satisfaire.

§ 7. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, les dispositions du Code des impôts sur les revenus, et notamment des articles 71, § 4, et 212 à 357, sont d'application.

§ 8. La déduction prévue au présent article ne peut être cumulée avec celles qui sont prévues aux articles 72, § 2, et 72bis, § 4, du même Code.

10 février 1989.

belegging van de effecten, overleggen met hun aangifte in de inkomstenbelastingen van het belastbaar tijdperk waarvoor de aftrek is verricht en voor de volgende vijf belastbare tijdperken.

In de bij § 5, tweede lid, b), bedoelde gevallen, berust die verplichting bij de nieuwe bezitters van de effecten.

De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan die bewijsstukken moeten voldoen.

§ 7. Voor zover daarvan niet wordt afgeweken zijn de bepalingen van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, inzonderheid de artikelen 71, § 4, en 212 tot 357, van toepassing.

§ 8. De in dit artikel bepaalde aftrek kan niet worden samengevoegd met die bedoeld in de artikelen 72, § 2, en 72bis, § 4, van hetzelfde Wetboek.

10 februari 1989.

G. VERHOFSTADT